

Forum : Forum citoyen sur le Climat**Thématique : Devons-nous repenser notre modèle économique productiviste face à l'urgence climatique actuelle ?**

Nom du/de la Citoyen.ne : Naïa Itoiz _____

Situation familiale ☐ Marié/en couple ☒ Célibataire ☐ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ☐ Primaire ☐ Secondaire ☒ Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je m'appelle Naïa, j'ai 30 ans, et je suis responsable de projet à l'Autorité de l'Environnement (Environment Authority) du Sultanat d'Oman. Je mène des stratégies de conservation marine, comme des programmes de culture de coraux et de nettoyage des récifs dans la réserve naturelle des îles Daymaniyat, un archipel protégé du golfe d'Oman classé réserve naturelle depuis 1996. Nous menons actuellement un projet de bouturage corallien qui vise à réimplanter entre 600 et 1 000 fragments de corail dans la réserve, en partenariat avec l'Université Sultan Qaboos et avec le soutien financier d'Oman LNG. Ce projet répond directement à la dégradation des récifs causée par le réchauffement des eaux et le blanchissement corallien. Nos bilans montrent que la hausse des températures de l'eau, l'acidification et les tempêtes tropicales fragilisent des écosystèmes qui abritent des espèces à forte valeur économique, comme le mérrou, essentiel à la pêche locale.

De plus, quelque chose me dérange dans tout cela : c'est une entreprise de gaz, Oman LNG, qui finance la réparation des récifs, alors qu'elle contribue elle-même au problème. Le pétrole et le gaz représentent encore une part énorme de l'économie d'Oman (environ 30% du PIB et près de 75% des recettes de l'État). Je trouve cela injuste et dangereux qu'on dépende encore autant d'une activité qui dégrade directement ce que j'essaie de protéger. Pour moi, le tourisme et la pêche durable seraient une bien meilleure solution, mais cela n'avance pas assez vite face à l'urgence actuelle.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Pour moi, il ne faut pas opposer directement croissance et environnement, mais je pense qu'une économie qui mise sur la préservation des océans plutôt que sur leur exploitation serait bien plus favorable au long terme. Oman a déjà commencé ce virage à travers le plan « Oman Vision 2040 », qui vise à diversifier l'économie au-delà des hydrocarbures ; il faut désormais l'accélérer et l'orienter davantage vers la conservation marine et l'écotourisme.

Première solution : imposer des conditions environnementales strictes.

Je pense qu'on devrait imposer des conditions environnementales dans les permis accordés aux entreprises, ou des mécanismes de compensation pour les dommages, au lieu de compter

sur elles pour le faire de leur plein gré comme aujourd'hui. À mon échelle, je peux proposer à l'Autorité de l'Environnement de renforcer ces exigences dans les nouveaux permis de développement côtier, en particulier pour les activités pétrolières et gazières.

Deuxième solution : développer l'écotourisme.

Il faudrait développer davantage un écotourisme encadré par des permis, comme celui déjà mis en place aux Daymaniyat. Cela pourrait devenir une véritable solution économique. Cela crée des emplois pour les habitants locaux et finance la protection de la mer, contrairement au pétrole qui la détruit. Je travaille déjà sur des circuits de visite contrôlée dans la réserve, et je pourrais élargir ce modèle.

Troisième solution : mobiliser les jeunes générations pour une transition progressive.

Je pense que les jeunes générations, à travers des forums comme celui-ci, doivent porter une transition progressive mais ferme : ni un arrêt brutal des hydrocarbures, qui déstabiliserait notre économie et nos emplois, ni la poursuite du statu quo, qui condamnerait tôt ou tard nos récifs. À mon niveau, je peux participer à des formations auprès des jeunes Omanais pour les sensibiliser aux enjeux marins et aux alternatives économiques viables. C'est important qu'une nouvelle génération de professionnels puisse imaginer l'Oman au-delà du pétrole.

Quatrième solution : réinvestir dans les énergies renouvelables et la protection marine.

Je pense qu'il faudrait travailler avec les ministères pour réinvestir une part croissante des revenus du pétrole et du gaz dans les énergies renouvelables et dans la protection de la mer. En tant que responsable de projet, je peux proposer à l'Autorité de l'Environnement de développer des partenariats publics-privés qui canalisent une partie des revenus pétroliers vers des projets de conservation et d'énergie solaire côtière. Cela permettrait aux générations futures en Oman de continuer à profiter des coraux et d'une économie diversifiée.

